

LES TÉLÉGRAMMES SERBES DE JUILLET 1914

Henri POZZI — *LES COUPABLES (La vérité sur les responsabilités de la guerre et les dessous de la paix. Documents officiels secrets)*, Éditions Européennes, 1935, viii-405 p. Dédicace à la mémoire d'Henry de Jouvenel.

Extraits choisis et présentés par
André Martin

Le traité de Versailles obligeait l'Allemagne à reconnaître son entière culpabilité dans le déclenchement de la guerre. Pourtant, à côté de l'histoire officielle et héroïque de la « guerre du droit », il y eut rapidement les efforts méritoires de tous ceux qui ne voulaient être ni victimes ni complices du bourrage de crâne.

Citons, pour mémoire et pêle-mêle : *Le Livre noir* et *L'Abominable Vénalité de la presse*, publiés par la Librairie du Travail d'après les archives russes ouvertes par les Soviétiques. A la même librairie, *L'Angleterre a voulu la guerre* d'après des chercheurs anglo-saxons, et *M. Poincaré et la guerre de 1914* de Gustave Dupin. Chez d'autres éditeurs, *Témoignet Du Témoignage* de J. Norton Cru ; *L'Histoire démaquillée* d'A. Fabre-Luce ; *Comment fut provoquée la guerre de 1914* de René Gerin ; *Trois ans de diplomatie secrète* de J. Converset ; *L'Offre de paix séparéede l'Autriche* du prince Sixte de

Bourbon ; *La Mystification des peuples alliés* de Chéradame ; *Cyniques et fantoches de la guerre* de René Le Gentil ; *La Paix malpropre* d'Alcide Ebray. Sans oublier les travaux de la Société d'études documentaires et critiques sur la guerre, et bien d'autres ouvrages encore.

Mais, en 1933, Hitler arrive au pouvoir. Toutes les vérités ne sont plus bonnes à dire. Henri Pozzi sera l'un des derniers téméraires, avec trois ouvrages : *La Guerre Revient.*, éd. Paul Berger, 1934 (le livre fut traduit en anglais, italien, allemand, bulgare, hongrois et russe) ; *Black Hand over Europe* Londres, F. Mott, 1935 ; et surtout, *Les Coupables*, ouvrage publié en 1935, sur lequel nous nous attarderons ici.

Henri Pozzi, employé de différentes agences d'information, avait eu l'occasion de rencontrer les personnages les plus divers, et même de recevoir confidences et documents.

Les Coupables est un livre de plus de 400 pages, que l'on a envie de citer abondamment, d'abord parce qu'il constitue une intéressante synthèse de la plupart des faits connus jusqu'alors et ensuite, et surtout, parce qu'il renferme des documents inédits de la plus haute importance historique. Signalons que ce livre ne figure pas au catalogue de l'Institut d'études politiques de Paris et qu'il n'est pas consultable à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre où l'exemplaire est déclaré « brûlé » ; un exemplaire nous en a été aimablement prêté par M. Vincent Reynouard, révisionniste de Caen, bien connu des lecteurs de la *R.H.R.*⁽¹⁾

Résumons tout d'abord quelques-unes des thèses de l'auteur.

H. Pozzi soutient que la Russie n'a offert son alliance à la France que dans les buts les plus égoïstes, comme le démontrera suffisamment la suite des événements. Il ne s'agissait pour ce pays que de faciliter les ambitions du panslavisme, secrètement lié aux activistes panserbes — et vice-versa — pour dépecer l'Autriche-Hongrie, qui avait succédé à la Turquie comme « l'homme malade de l'Europe » et ne le savait pas. L'assassinat à Sarajevo, le 28 juin 1914, de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche fut le résultat de cette complicité. Trois fois en

(1) Le livre d'Henri Pozzi fait l'objet d'un développement dans le livre de Léon Degrelle, *Le Siècle de Hitler. Hitler né à Versailles Le Traquenard de Sarajevo* Art et Histoire d'Europe [BP 6008-75362 Paris Cedex 08], 1986, p. 170.

Les télégrammes serbes 81

cinq ans depuis 1909, les gouvernements français avaient dû s'opposer aux provocations bellicistes de Saint-Petersbourg, dont l'intervention brusquée dès cet attentat du 28 juin risquait donc de laisser la Russie isolée.

Récemment encore, lors de la guerre du Golfe, la presse a souvent rappelé que cette opération militaire n'avait été que l'application de l'un des plans d'intervention mis au point en temps de paix par l'état-major américain pour parer à toute éventualité dans la région.

Il en était déjà de même au XIX^e siècle et l'on sait, par exemple, que les victoires prussiennes de 1870 résultaient d'un plan mûrement établi par le maréchal von Moltke. Au début du XX^e siècle, tous les états-majors européens travaillaient sur la nouvelle donne résultant de l'alliance franco-russe. Et tous parvenaient aux mêmes conclusions, aux mêmes évidences : l'Allemagne, ne pouvant se battre sur deux fronts, devait impérativement commencer par écraser la France pour regrouper ensuite toutes ses forces contre le géant russe⁽²⁾. H. Pozzi écrit :

Cette intervention allemande, sans laquelle il n'y aurait pas d'intervention française — et, par conséquent aussi, en vertu de nos accords militaires et navals avec Londres, pas d'intervention anglaise — les dirigeants russes, en juillet 1914, n'ont eu qu'une préoccupation, qu'un but : la provoquer. Un seul moyen, mais infaillible, s'offrait à eux pour cela : pousser l'Allemagne à les attaquer en mobilisant et en le faisant dans des conditions telles que cette mobilisation constituât une menace intolérable pour l'Allemagne. C'est exactement ce qu'ils ont fait (p. 22).

En mobilisant les troupes sibériennes dès le 24 juillet 1914, la Russie faisait peser sur l'Allemagne un péril mortel, qui n'était rien moins que celui du fameux « rouleau compresseur russe ». Dans le même temps, Sazonov, ministre des Affaires étrangères du tzar, signifiait par télégramme aux alliés de la Russie que « le gouvernement russe s'opposait par avance à

(2) Dès 1906, un officier anonyme du haut commandement allemand, se faisant appeler « le Vengeur », avait vendu aux services de renseignement français le plan d'offensive à travers les Ardennes, pour 60 000 francs or. Payés en pure perte, puisque l'état-major français préférait croire à une offensive en Franche-Comté.

toute action modératrice [de leur part] qui pourrait être tentée à Saint-Pétersbourg » (p. 3).

On sait, par ailleurs, que certains auteurs ont accusé Raymond Poincaré de la plus cynique des collusions avec les activistes bellicistes du panslavisme. H. Pozzi rejette cette idée⁽³⁾.

(3) Nous nous bornons ici à rendre compte du livre de M. Pozzi sans préjudice des autres thèses. D'ailleurs, dans le reste de son ouvrage, l'auteur ne cache pas les autres et graves responsabilités du président de la République française. Il convient de rappeler également les responsabilités d'autres hommes politiques et de certains journalistes français. Pour faire bref, nous extrayons quelques citations de la petite plaquette de propagande de P.L. Darnar contre André Tardieu et sous-titrée, selon le mot de Jaurès, *Une destristesses de l'Histoire* Il s'agit du chapitre « Monsieur Tardieu acheté par les fonds secrets du tzar », rédigé d'après le *Livre noiret L'Abominable Vénalité de la presse* :

L'ambassadeur russe Isvolsky, qui appartient au complot de la guerre, écrit le 10 mai 1912 :

« Je joins deux articles du *Temps* L'auteur de ces articles est le célèbre Tardieu qui, pendant un certain temps, sous Pichon, s'est séparé du ministre français des Affaires étrangères, mais qui s'en est de nouveau rapproché maintenant et dont les articles reflètent les opinions de Poincaré. Dans l'incident Georges Louis [G. Louis, alors ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, résolument opposé au complot belliciste des activistes du panslavisme, et, à cause de cela, remplacé par Jules Cambon], il s'est empressé de mettre sa plume à ma disposition. »

Et le 5 décembre 1912, à un moment où la guerre était menaçante [...] :

« Tâchant de maintenir les dispositions qui nous sont désirables parmi les membres du gouvernement [français] et le monde politique, je fais en même temps tout mon possible pour agir sur la presse. Sous ce rapport, grâce aux mesures habiles prises à temps, des résultats considérables ont été obtenus. Ainsi que vous le savez, je n'interviens pas directement dans la distribution des subsides, mais cette distribution, à laquelle prennent part des ministres français, est, à ce qu'il paraît, efficace et atteint son but.

« De mon côté, je m'efforce tous les jours d'influencer personnellement les journaux les plus importants de Paris, comme le *Temps* le *Journal des Débats*, l'*Écho de Paris* etc.

« Je dois surtout signaler l'attitude du *Temps* qui se distinguait, il y a quatre ans, par ses tendances austrophiles et dans les colonnes duquel, en ce moment, M. Tardieu combat avec énergie la politique autrichienne...

« Dieu merci ! Ce n'est plus l'idée que la France peut se voir imposer la guerre pour les intérêts étrangers que j'aurai à combattre ! »

P.L. Darnar termine ce chapitre en écrivant :

Quand, après cette mobilisation russe [du 24 juillet], l'Allemagne déclare "l'état de danger de guerre menaçante" [*Zustand drohender Kriegsgefahr*] M. Tardieu, comme l'a établi Félicien Challaye, commet un faux dont les répercussions furent immenses : il annonça "l'état de guerre" en Allemagne, supprimant le mot essentiel "danger". Cette information est reproduite par

*
* *

A elles seules, les révélations d'H. Pozzi sur les télégrammes serbes illustrent si précisément sa thèse et sont, en même temps, d'une telle minutie qu'il nous paraît exclu d'en fournir un résumé. Nous préférons donner longuement la parole à l'auteur lui-même en citant trois longs extraits de son ouvrage.

■ Premier extrait

Car la mobilisation russe — le premier geste de guerre fait en Europe, il y a vingt ans — ne date pas du 30 juillet, comme on l'écrit et comme on l'enseigne encore officiellement chez nous. La mobilisation russe, celle qui a déterminé toutes les autres, date du 24... La mobilisation générale ordonnée par l'ukase impérial du 29, n'a été qu'un trompe-l'œil, un alibi cynique pour écarter les responsabilités.

Il est incontestable, aussi, que nos dirigeants savaient que cette mobilisation, qui devait provoquer en Allemagne des répercussions fatales à la paix, avait été précisément décidée par le gouvernement russe, en vue de provoquer cette réaction allemande...

trois fois dans le seul numéro du *Temps* du 31 juillet (daté du 1^{er} août)... Combien de vieilles haines revanchardees recuites, combien d'emballlements échauffés contre l'impérialisme du kaiser furent enflammés par cette fausse nouvelle !

Cette fausse nouvelle du 31 juillet avait atteint son but quand le lendemain, à 9 h du matin, le président Poincaré signait l'ordre de mobilisation, devançant ainsi l'Allemagne de huit heures(*). S'ajoutant à la mobilisation russe, la mobilisation française avait rendu la guerre inévitable.

(*) L'ordre, signé à 9 h, fut gardé secret jusqu'à 16 h. L'Allemagne réagit à 17 h par sa propre mobilisation. On imagine sans peine les agitations et les intrigues au cours des vingt-quatre heures qui ont séparé la parution du *Temps* dans l'après-midi du 31 juillet et la proclamation de l'ordre de mobilisation le 1^{er} août à 16 h.

Les Allemands auraient donc raison, qui affirment depuis vingt ans — depuis le 26 juillet 1914 — qu'ils n'ont mobilisé que pour répondre à une mobilisation russe d'autant plus inexplicable, d'autant plus inquiétante qu'elle s'opérait dans le plus grand secret :

Ils ont raison...

Mais si cette mobilisation russe — dont l'immense majorité de notre pays n'a jamais entendu parler — comme elle n'a jamais entendu parler des événements les plus importants, les plus décisifs de la guerre et de l'après-guerre — frappe letzarisme d'une responsabilité écrasante, sans excuses, elle ne nous atteint, elle ne nous compromet — nous — d'aucune manière... Elle laisse intacte, inattaquable, notre affirmation que nous n'avons pas voulu la guerre.

Mieux que cela — elle la renforce...

La mobilisation russe du 24 juillet, qui a provoqué la contre-mobilisation allemande, a été voulue, en effet, décidée et réalisée en dehors de nous, à notre insu — malgré nous... Elle a été un guet-apens autant contre notre pays que contre la paix (p. 57-58).

■ Deuxième extrait

Il tombe sous le sens que si M. Raymond Poincaré et M. Viviani avaient été mis au courant, avant leur départ, des intentions russes ; si les décisions militaires prises le 24 [juillet 1914] l'avaient été d'accord avec eux, notre ambassadeur n'aurait pas été questionner Sazonov à leur sujet, et celui-ci, pour rassurer M. Maurice Paléologue [ambassadeur de France à Petrograd], n'aurait pas jugé nécessaire de mentir comme il l'a fait⁽⁴⁾.

Il n'y a donc aucun doute possible : M. Poincaré a dit vrai et la mobilisation russe du 24 a été ordonnée à son insu, à l'insu de notre gouvernement.

Il existe une autre preuve de l'ignorance où se trouvaient nos représentants — à la fois du geste que méditaient les dirigeants russes et de leur volonté de nous le laisser ignorer jusqu'après ses conséquences réalisées...

(4) M. Paléologue, *La Russie des Tzars*, t. I, p. 24-25. — Note d'Henri Pozzi.

Cette preuve — ni M. Raymond Poincaré ni M. Viviani ne l'ont connue.

Les bolchevistes n'en pouvaient trouver aucune trace, non plus, dans les archives impériales russes, où ils ont découvert, cependant, tant de documents accablants pour le tzarisme et ses complices.

Elle est publiée ici, aujourd'hui [1935], pour la première fois...

C'est le télégramme envoyé le 9/22 juillet 1914⁽⁵⁾, sous le n° 194/8, par le ministre de Serbie à Saint-Pétersbourg, Spalaïkovitch, au président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Pachitch⁽⁶⁾.

En voici le texte :

Présidence du Conseil, Bèograd [Belgrade] (pour Pachitch) — Extrêmement Urgent — Secret — Sazonov demande intensifications maximum préparatifs militaires, mais éviter toute manifestation populaire avant achèvement préparatifs russes stop Négociations Sazonov avec Poincaré Viviani très difficiles stop tous deux opposés toute mesure ou engagement pouvant entraîner France dans guerre pour question où intérêts français non engagés stop attitude président République envers Szapary⁽⁷⁾ produit immense sensation milieux officiels et diplomatiques stop Sazonov insiste sous aucun prétexte France doit connaître dispositions militaires en cours stop transport Europe troupes Sibérie terminé stop mobilisation grandes régions militaires sera ordonnée immédiatement après départ Poincaré Viviani stop Sazonov informé remise ultimatum autrichien aura lieu demain dix juillet.

SPALAIKOVITCH.

(5) Les dates sont celles du calendrier julien russe (orthodoxe) suivies des dates correspondantes du calendrier grégorien (notre calendrier).

(6) Archives diplomatiques serbes, Présidence du Conseil, visas Pacù-Pachitch, case 19, dossier 11/B, folio 7 : « Pétersbourg », 2/15 juillet à 18/31 juillet 1914. — Note H.P. [Ce télégramme a été envoyé tandis que Poincaré était à Saint-Pétersbourg.]

(7) Ambassadeur d'Autriche-Hongrie. M. R. Poincaré, au cours de la réception diplomatique du 21 juillet, lui avait adressé des paroles extrêmement vives, des avertissements ressemblant à des menaces. La scène, qui s'était produite en présence de tout le corps diplomatique, avait fait scandale. — (R. Poincaré, *L'Union Sacrée* p. 254 ; Comte de Carthagène, ambassadeur d'Espagne, *Souvenirs d'un Diplômé* Madrid 1933 ; *Pièces Diplomatiques Russes* t. I, n° 43 ; *Livre Noir* t. II, p. 225. — Note H.P.)

La connaissance de ce document, il y a vingt ans, par l'opinion et le Parlement de notre pays — par l'opinion et les dirigeants de l'un quelconque des pays qui allaient être jetés à l'extermination — aurait changé la face du monde...

Son authenticité sera furieusement niée parceux qu'il accable.

Il existe un moyen facile, immédiat, de savoir si celui qui a déchiffré, à Belgrade, dans la nuit du 22 au 23 juillet 1914, dans son bureau de secrétaire-général du ministère des Affaires étrangères, le télégramme Spalaïkovitch, et qui m'a communiqué son texte, le 8 octobre 1917, à l'Agence des Balkans, à Paris, en me faisant promettre de ne m'en servir que cinq ans, au plus tôt, après sa mort, m'a confié une pièce falsifiée⁽⁸⁾.

Le gouvernement de Belgrade n'a qu'à ouvrir ses archives — au folio, à la case, au dossier indiqués — à une commission internationale et à lui soumettre le télégramme en chiffre du 9/22 juillet 1914, n° 194/8, avec le texte en clair qui l'accompagne et qui est tout entier écrit — avec trois annotations à l'encre rouge et le passage « Sazonov insiste sous aucun prétexte France... » souligné d'un double trait bleu... — de la main de son traducteur, Dragomir Stéfanovitch...

L'épreuve sera concluante.

On ignore ce qui s'est dit, ce qui a été convenu à Saint-Pétersbourg, entre Sazonov et les chefs nationalistes russes, dans la soirée du 23 juillet. Sur ce point, aucun document, aucune déclaration, aucun aveu des intéressés n'est venu, jusqu'ici, apporter la moindre lumière.

Nous savons, en revanche, que le 24 juillet au matin, Sazonov s'est rendu chez Nicolas II, puis s'est longuement entretenu avec le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch, oncle du Tzar. Nous le savons par Sazonov lui-même⁽⁹⁾.

Dans l'après-midi du 24, un conseil des ministres est réuni d'urgence à Krasnoïé-Sélo, sous la présidence de

(8) De même que ses révélations sur l'avant-guerre, la guerre et la paix : *Souvenirs et Documents d'un Diplomate Serbe* dont le manuscrit a été déposé en Angleterre, ne pourront être publiées qu'en 1937. — Note H.P.

(9) D.-S. Sazonov, *Sechs schwere Jahre* Berlin, 1927. — Note H.P.

Nicolas II. En quelques instants, sans discussion, il décide la mobilisation immédiate des circonscriptions militaires de Moscou, Kiew, Kazan et Odessa et des flottes de la Baltique et de la Mer Noire.

De cette mobilisation, qui va porter sur les deux tiers des forces russes de première ligne et qui va rendre la guerre inévitable, notre gouvernement n'est pas avisé.

Il ne le sera que quarante-huit heures plus tard, le surlendemain, 26 juillet, par un télégramme de notre ambassade. Dans l'intervalle — le 25 — il a été informé, par M. Maurice Paléologue, que le bruit avait couru d'une mobilisation, mais que, vérification faite auprès de Sazonov, ce bruit ne répond à aucune réalité.

Si nous, les alliés de la Russie, nous sommes ainsi tenus dans l'ignorance absolue, totale, de l'acte décisif accompli par la Russie — par contre le gouvernement serbe, lui, est exactement et immédiatement renseigné.

Quelques heures à peine, en effet, après la réunion de Krasnoïé-Sélo, Spalaïkovitch adressait à Pachitch un deuxième télégramme.

Comme celui qu'on vient de lire, il est publié pour la première fois...

En voici le texte :

Présidence du conseil, Béoград [Belgrade] (pour Pachitch) — Extrêmement urgent — Secret — Issue conseil ministres tenu aujourd'hui trois heures sous présidence Tzar Krasnoïé-Sélo Sazonov me charge vous avertir mobilisation générale ordonnée comme convenu dans régions militaires Odessa Kiew Kazan Moscou avec mobilisation flottes Baltique et Mer Noire stop ordre envoyé autres régions hâter préparatifs mobilisation générale stop Sazonov confirme divisions sibériennes concentrées en arrière Moscou Kazan stop tous élèves écoles militaires promus officiers tous officiers en congé rappelés stop Sazonov demande rédigez réponse ultimatum en termes très conciliants mais rejetez catégoriquement tous points surtout sixième⁽¹⁰⁾ portant atteinte notre prestige stop Tzar désire

(10) Dans le sixième point, l'Autriche exigeait la recherche et le châtiement des complices serbes des assassins de Sarajevo et la participation à l'enquête de magistrats autrichiens. Il était bien impossible au gouvernement serbe de faire droit à cette demande, dont l'acceptation aurait signifié l'arrestation du

mobilisations immédiatement mais si Autriche engage hostilités devons reculer sans résister pour garder forces militaires intactes et attendre développement événements stop Sazonov aura conférence avec Paléologue et Buchanan⁽¹¹⁾ pour arrêter bases action commune et moyens nous fournir armements stop Russie et France maintiennent thèse que conflit austro-serbe pas conflit local mais partie grande question européenne que seules toutes puissances peuvent résoudre stop cercles compétents ici témoignent grande irritation contre Autriche stop mot d'ordre est guerre stop entière nation russe enthousiaste pour guerre grandes ovations devant légation stop Tzar répondra personnellement télégramme prince régent⁽¹²⁾.

SPALAIKOVITCH⁽¹³⁾.

L'authenticité de ce document, qui porte le numéro d'ordre 196/8, et la date du 11/24 juillet, ne souffre — malheureusement... — aucune discussion.

Son inspireur et son signataire ont l'un et l'autre commis, d'ailleurs, l'imprudence de le confirmer, de l'authentifier eux-mêmes.

Dans un article publié en juillet 1934 dans la Revue d'Histoire Diplomatique, de Paris, sous le titre : Une Journée du Ministre de Serbie à Pétrograd : 24 juillet 1934, Spalaïkovitch, par exemple, reproduit un certain nombre des « recommandations » que Sazonov, ce jour-là, l'avait chargé de transmettre à Belgrade. TOUTES se retrouvent dans le télégramme chiffré qu'on vient de lire, et dont Spalaïkovitch était bien sûr que nul ne pourrait jamais donner le texte — y compris celle de « reculer sans résister... »⁽¹⁴⁾.

J'ai dit plus haut, aussi, que le gouvernement français, depuis le 9 juillet, possédait la clef du chiffre secret de la légation serbe à Paris. Il a pu déchiffrer ainsi, le 25 juillet,

colonel Dimitrievitch-Apis. C'est le colonel, en effet, ou tout au moins la *Crna Ruka* qu'il dirigeait, qui avait placé sur le trône le roi Pierre. — Note H.P.

(11) Ambassadeur d'Angleterre. — Note H.P.

(12) Dans ce télégramme, le prince-régent priait le Tzar de se hâter. — Note H.P.

(13) Archives diplomatiques serbes Présidence du Conseil, visas Pacù/Pachitch, case 19, dossier 11/B, folio 7, « Pétersbourg », 2/15 juillet à 18/31 juillet 1914. — Note H.P.

(14) Texte reproduit par le journal officieux de M. Benes, *L'Europe Centrale* n° 30, 28 juillet 1934, p. 480. — Note H.P.

la ré-expédition du télégramme Spalaïkovitch, n° 196/8, faite par Belgrade à son ministre en France.

Qu'il l'ait fait, M. Poincaré lui-même nous en a donné, involontairement, la preuve. « Le 24 juillet, a-t-il écrit en effet, Sazonov donnait à la Serbie le conseil de replier ses troupes... » Or, ce conseil — par lui-même inexplicable, puisque, le 24, personne ne savait, sauf Sazonov, que la Serbie rejeterait l'ultimatum autrichien et qu'il y aurait la guerre... — M. Poincaré n'a pu le connaître [que] parcequ'il a connu le déchiffrement du télégramme Spalaïkovitch...

Le télégramme Spalaïkovitch avait été communiqué en outre, le jour même, par le gouvernement serbe — où Pacu faisait l'intérim de Pachitch, alors en tournée électorale — au ministre serbe à Londres, Gruitch. Une copie en avait été prise, tandis qu'il le traduisait, par le deuxième secrétaire de la légation, Pétrovitch.

Le gouvernement yougoslave, informé en septembre 1934, que le diplomate détenait ce document terrible, a essayé, par tous les moyens, de le lui enlever. Il n'a pu y parvenir...⁽¹⁵⁾ (p. 60-66).

■ Troisième extrait

A huit heures du soir, cependant, le 24 juillet, inquiet des bruits étranges qui lui parviennent, notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg se rend au ministère des Affaires étrangères, où il a déjà été le matin, mais où on ne lui a rien dit⁽¹⁶⁾.

Il pose à Sazonov une question catégorique : « Puis-je certifier à mon gouvernement que vous n'avez ordonné encore aucune mesure militaire ? »

(15) Traqué, harcelé par la police secrète yougoslave et les agents de la *Main Blanche* Pétrovitch s'est suicidé à Londres, le 24 novembre 1934, après avoir confié ses papiers, parmi lesquels de nombreuses pièces officielles, à des amis anglais sûrs. Certains ont été publiés en juin dernier à Londres (*Black Hand over Europe* F. Mott and Co.). — Note H.P.

(16) « A huit heures du soir, Paléologue retourne au ministère des Affaires étrangères... » — (R. Poincaré, *L'Union Sacrée* p. 296). — Note H.P.

— « Aucune, je vous l'affirme ! », répond tranquillement Sazonov⁽¹⁷⁾.

Quelques heures plus tard, Spalaïkovitch, par un troisième télégramme, n° 197/8, prévenait Pachitch de l'incident et lui renouvelait, de la part de Sazonov, une impérieuse consigne de silence.

Ce document est ainsi libellé :

Présidence du conseil Béograd [Belgrade] (pour Pachitch). Extrêmement urgent — Secret — Paléologue demanda ce soir Sazonov si bruit mobilisation circonscriptions militaires Odessa Kazan Kiew [Moscou] et deux flottes conforme vérité stop exprima vif mécontentement si mesure susceptible provoquer graves complications ordonnée insu France stop Sazonov opposa démenti formel stop vous confirme nécessité éviter moindre indiscrétion stop Sazonov informera Paléologue aussitôt départ Scandinavie Poincaré Viviani stop avertissez Vesnitch Gruitch.

SPALAIKOVITCH⁽¹⁸⁾.

Ainsi mis en garde, le gouvernement serbe fit immédiatement le nécessaire.

Dans la matinée du 25, le télégramme suivant, enregistré à Belgrade sous le n° 432/VP/14, et à la légation de Paris sous le n° 291/3, BP/31, était adressé par Pacù au ministre de Serbie à Paris, Vesnitch :

Béograd [Belgrade], 12/25 juillet — Légation Serbie, Paris (pour Vesnitch) — Extrêmement Urgent — Secret — Refusez jusqu'à instructions nouvelles tous renseignements sur mesures prises ici ou Pétersbourg stop affirmez situation sérieuse mais nullement désespérée malgré violence ultimatum insistez sur notre profond désir conciliation et confiance en résultat intervention grandes Puissances amies stop absolument nécessaire opinion Parlement français ignorent tous préparatifs militaires ici et Pétersbourg stop conformément désir Tzar pressons mobilisation avons commencé transfert Nisch archives trésor services officiels

(17) R. Poincaré, *L'Union Sacrée* p. 296 ; M. Paléologue, *La Russie des Tzars* tome I, p. 24-25. — Note H.P.

(18) Archives diplomatiques serbes, Présidence du Conseil, visas Pacù-Pachitch, case 19, dossier 11/B, folio 7, « Pétersbourg », 2/15 juillet à 18/31 juillet 1914. — Note H.P.

Les télégrammes serbes 91

stop évacuation arsenal Kragoujevatz terminée stop informez Tardieu Berthelot stop accord Sazonov réponse ultimatum conciliante forme négative fond stop guerre certaine stop urgent faciliter voyage Londres où seront sécurité Madame Pachitch et famille.

PACU⁽¹⁹⁾.

Nous savons, par les Mémoires de l'ancien secrétaire de la Légation serbe à Londres, Pétrovitch, publiés en juin dernier, qu'un télégramme identique — jusque dans ses recommandations finales — avait été adressé, le même jour, par Pacù à Gruitch⁽²⁰⁾.

En France, c'est le troisième secrétaire de la Légation serbe, Bochko Christitch⁽²¹⁾, qui escorta la famille Pachitch jusqu'à Calais. En Angleterre, c'est Pétrovitch qui l'accueillit à Douvres.

Le télégramme 432 V/P 14, reçu par Vesnitch un peu avant midi, le 25, fut communiqué par lui dans l'après-midi à André Tardieu et à l'administrateur de l'Agence des Balkans, Edgar Roëls.

Lorsque Vesnitch, venant du quai d'Orsay, pénétra dans le bureau de Roëls, à l'Agence (alors installée 48, rue Taitbout), on eût dit un somnambule... Son émotion était si grande qu'il étouffait.

— « C'est la guerre ! » me disait quelques instants plus tard Bochko Christitch, « et la victoire sûre pour nos deux pays... Roëls et Tardieu l'ont dit au ministre ».

Pourquoi ce soin mis par la Russie à nous dissimuler les mesures militaires qu'elle venait d'ordonner ?

Tout simplement parce que la manœuvre ourdie par le parti de la guerre russe, en plein accord avec les organisations panserbes, ne pouvait réussir qu'à une seule condition : il fallait que notre gouvernement — et aussi

(19) Archives diplomatiques serbes, Présidence du Conseil, visas Pacù-Pachitch, case 17, dossier 8/PV, folio 9, « Paris », 2/15 juillet à 18/31 juillet 1914. — Note H.P.

(20) *Black Hand over Europe* Mott and Co., Londres, 1935, p. 265. — Note H.P.

(21) Mon ancien collaborateur à l'Agence des Balkans actuellement ministre yougoslave à Athènes. — Note H.P.

celui de Londres — ne connût la mobilisation décidée à Krasnoïé-Sélo qu'après l'Allemagne...

Ne pouvant plus rien arrêter, rien empêcher, force serait alors à notre gouvernement de s'incliner devant le fait accompli, d'en accepter toutes les conséquences.

Sazonov, en effet, entendait éviter à tout prix — pour la Russie et pour son associée serbe — que se renouvelât l'échec qu'elles avaient subi en février 1909, au moment de l'affaire bosniaque, lorsque nous avions coupé court, d'accord avec l'Angleterre⁽²²⁾, à leurs initiatives belliqueuses.

Quand notre gouvernement, le 26 juillet, a été enfin prévenu, d'abord par le télégramme de notre ambassade, puis par un télégramme de notre attaché militaire, il était effectivement trop tard.

Depuis quarante-huit heures, la mobilisation des quatre principales circonscriptions militaires russes — c'est-à-dire, en y comprenant les troupes sibériennes, des deux tiers de l'armée impériale de première ligne — battait son plein. Berlin en était déjà informé et prenait fiévreusement ses mesures.

Toutes les tentatives de conciliation, toutes les négociations diplomatiques n'étaient plus qu'hypocrisies ou vains bavardages. La guerre générale voulue par les nationalistes russes et panserbes⁽²³⁾ était désormais inévitable...

Nous étions tombés dans le guet-apens — et le monde avec nous (p. 66-71).

*

* *

Encore aujourd'hui l'importance des documents qu'Henri Pozzi citait pour la première fois en 1935 ne peut que frapper ; or, il faut savoir que, selon toute apparence, l'histoire officielle n'a tenu aucun compte de ces révélations, faites il y a plus d'un

(22) La note du Foreign Office au gouvernement russe est du 27 février 1909, celle du Quai d'Orsay du 25. — Note H.P.

(23) En particulier par la *Crna Ruka* (Main Noire), qui, après avoir fait assassiner le roi Alexandre Obrenovitch, suspect de sympathies autrichiennes, après avoir placé sur le trône Pierre Karageorgevitch, venait d'organiser et de réaliser l'attentat de Sarajevo. — Note H.P.

Les télégrammes serbes 93

demi-siècle, et cela sans doute parce qu'il importe à trop d'historiens d'accabler l'Allemagne, même bien en-deçà de la période 1933-1945. Nous n'en voulons pour preuve, par exemple, que l'extrait suivant du dictionnaire des noms propres *Le Petit Robert 2* à la rubrique « Guerre mondiale (Première) » :

Enfin, l'attentat de Sarajevo (28 juin 1914) décida l'Autriche à en finir avec le foyer de slavisme que constituait la Serbie : après un temps de concertation avec l'Allemagne, elle remit à la Serbie, le 23 juillet, un ultimatum contenant une clause inacceptable [!] [il s'agissait de la participation de l'Autriche à l'enquête menée à Belgrade — NDLR.] ; sur son refus, prévu, elle lui déclara la guerre (28 juillet). Ce qui aurait pu n'être qu'une nouvelle guerre balkanique devint en quelques jours, par le jeu des alliances et des intérêts, une guerre européenne. La mobilisation en Russie (à partir du 29 juillet) entraîna celle de l'Allemagne (1^{er} août) qui lui déclara la guerre (1^{er} août au soir). (*Le Petit Robert 2*1981, p. 792).

Autrement dit, on voudrait nous faire croire que l'Autriche commença par déclarer la guerre le 28 juillet 1914 et que la Russie se mobilisa à partir du 29 juillet...

Le reste de l'ouvrage d'Henri Pozzi n'est pas moins iconoclaste. Qu'on en juge : selon l'auteur, dates et chiffres à l'appui, ce n'est pas l'Allemagne qui a commencé la course aux armements, mais, quand elle y est entrée à son tour, contrainte et forcée, elle a su le faire plus efficacement que les autres, pour se mettre rapidement au niveau général, tout en cherchant à éviter la catastrophe ; « L'Allemagne veut à tout prix éviter une conflagration européenne », écrivait Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin en 1914.

D'autres révélations et d'autres analyses d'Henri Pozzi mériteraient également d'être rappelées. Bien qu'elles portent sur la première guerre mondiale, elles peuvent aussi nous aider à comprendre à la fois les origines de la seconde guerre mondiale et, aujourd'hui, les problèmes et les conflits de la Yougoslavie et de tout l'Est européen.